



COMITE SOCIAL D'ADMINISTRATION
6 juin 2023
DECLARATION LIMINAIRE

Madame la Présidente,

Le 6 juin, pour la 14^e journée nationale de mobilisation, des millions de salariés, de jeunes et de retraités se sont mobilisés pour exprimer le rejet de la réforme des retraites portée par le gouvernement et exiger des avancées sociales.

Le président de la République et son gouvernement refusent d'entendre la voix de milliers de travailleurs. Pourtant totalement isolé, Macron a imposé sa réforme des retraites en utilisant tous les outils antidémocratiques de la Constitution pour asseoir sa politique capitaliste.

La CGT finances publiques continue à clamer haut et fort que cette réforme est inutile et injuste. Car avec la réforme de Macron/Borne, 2 années de vie seront volées aux salariés du privé comme du public ; l'allongement à 172 trimestres de cotisation (soit 43 annuités) serait appliqué à partir de la génération née en 1965 ; les régimes dits « spéciaux » seront supprimés.

La page des retraites n'est pas tournée. Pour la CGT finances publiques 77, cette loi doit être abrogée dans sa totalité.

Dans ce contexte de mobilisations pour l'octroi de véritables avancées sociales et salariales, nous ne pouvons pas faire l'impasse sur la forte mobilisation des salariés de Disney et la victoire des 72 salariées de Vert Baudet, après 2 mois de mobilisation, pour arracher des augmentations de salaire.

Pour les fonctionnaires, des mesures générales fortes sur les salaires et pensions, avec une augmentation immédiate du point d'indice est fortement attendue, ce qui sera de nature à contribuer au financement des retraites. La CGT revendique une première mesure de 10 %.

Force est de constater qu'ils n'ont pas été écoutés.

Vous allez nous répondre que les points abordés sont des sujets nationaux, qui ne concerne pas la DDFIP 77 et pour lesquels, vous ne pouvez donner un avis.

Mais vous ne manquerez pas d'avoir un avis sur la situation des SIP et cette campagne IR couplée avec celle de GMBI !

Non seulement, les agents des Finances Publiques subissent les actes injustes d'un gouvernement sourd, aveugle et méprisant qui nous fera travailler 2 ans de plus, des conditions de travail qui se détériorent, un manque d'effectifs criant dans de très nombreux services déjà en souffrance, que ce même gouvernement a demandé à Bercy de mettre en place GMBI (gérer mon bien immobilier).

Cela sans phase de test ou de préparation sérieuse ...

Dans tous les SIP, y compris ceux de la DDFIP de Seine et Marne, sans oublier ses accueils de proximité, le rythme de cette campagne IR est très intensif entre un accueil en augmentation, l'explosion des E-contact (le nombre a dépassé les 1000 dans certains SIP), de l'accueil sur RDV, l'angoisse ou le mécontentement des usagers qui ne comprennent pas ce qu'on leur demande avec la déclaration GMBI, ou qui n'ont pas internet pour faire la déclaration en ligne, ou bien qui signalent des incohérences concernant leur bien etc ...

S'ajoute « l'expérimentation » plutôt le déplacement des problèmes liés à l'accueil de la trésorerie Amendes vers les SIP, surchargeant encore un peu plus les mêmes agents de ces structures. Les incivilités augmentent

dans ces services du fait de l'impossibilité de répondre aux usagers, hormis, dixit ces mêmes usagers, le fait de pouvoir « prendre leur argent » !

Encore cette année, ce sont les SIP qui viennent en renfort du centre de contact. Ne manquerait-il donc pas des emplois et des agents au CDC ? Nous vous rappelons que c'est le centre de contact qui a été créé pour « décharger » les SIP et non l'inverse !

La liste est longue ! S'y ajoutent les problèmes et bugs récurrents des applications informatiques. Et ça jusqu'à la vitrine de la DGFIP, puisque comme une tradition qui revient chaque année, le site impots.gouv s'est retrouvé indisponible dès les 1ers jours de la campagne d'impôt sur le revenu...

En tout état de cause, coller le calendrier GMBI sur celui de la campagne IR est une véritable aberration, une profonde méconnaissance de la réalité du travail dans les SIP, une provocation voire un mépris à l'égard des agents pour les agents d'assiette comme du foncier, dès lors qu'aucun effectif supplémentaire à cette surcharge de travail n'a pas été prévu.

Une fois de plus, ce sont les agents en première ligne qui encaissent !

Après le chèque énergie, la prime carburant, la déclaration GMBI a déposé avant le 30/06/2023 adossée à la campagne IR, est la goutte d'eau de trop !

De plus, une campagne de relance GMBI est prévue le 09 juin. Il n'y aura donc aucune relâche pour les agents !

Comme d'habitude, il faut aller vite, sans écouter les agents, les organisations syndicales. On reste bien dans l'optique de ce gouvernement!

Nous vous rappelons que vous avez supprimés 39 emplois à la DDFIP 77 dont 12 emplois B et C issus des SIP.

Cessez donc de supprimer des emplois et des résidences sans penser qu'il n'y aurait pas de conséquences pour les services, le service public et la santé des agents! Car vos agents sont éreintés.

Il est vrai que selon Bercy, avec le même écho à la Ddfip 77, les tâches des SIP ont été considérablement allégées avec la suppression de la TH et de la redevance audiovisuelle...

Pour compenser, la DG demande que le périmètre de l'accueil physique réalisé par les SIP soit élargi à celui couvert par les Espaces France Services.

Que sous-entend cette note ? Qu'à l'avenir, les usagers pourront donc payer leur impôt chez les buralistes et se déplacer dans les centres des Finances Publiques pour faire un passeport, une carte d'identité ou bien la carte vitale... ?

Ce serait inacceptable ! A chacun sa place et ses missions ! Pour la CGT finances publiques 77, la garantie du service public de qualité ne peut se faire qu'avec des services de proximité de pleine compétence.

Pour toutes ces raisons, la CGT Finances Publiques 77 réitère ses revendications :

- **ABROGATION de la loi sur les retraites,**
- **la retraite à 60 ans et les 32 heures,**
- **L'intégration des primes dans le calcul de la retraite,**
- **une augmentation d'au moins 10 % de la valeur du point d'indice avec indexation sur l'inflation, soit un point à 5,34,**
- **la revalorisation des grilles de traitement,**
- **l'arrêt total des suppressions d'emplois avec un recrutement massif d'agents titulaires pour compenser les 10 années de prélèvements d'emplois,**
- **ABANDON du NRP et le retour à un véritable réseau de proximité et de pleine compétence avec la réimplantation du SIP de Nemours, Fontainebleau, Roissy en Brie, Coulommiers et Chelles, des SIE et des trésoreries de proximité de Seine et Marne**